

COMMUNE LE PERRÉON

DEPARTEMENT DU RHONE

ARRONDISSEMENT DE VILLEFRANCHE-SUR-SAONE

CANTON DE GLEIZE

CONSEIL MUNICIPAL

DU 4 MARS 2025

PROCÈS-VERBAL

L'an DEUX MIL VINGT-CINQ, le quatre mars, le Conseil Municipal de la Commune dûment convoqué, le 25 février 2025, s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de Mr Gérard TACHON, Maire.

Date de convocation du Conseil Municipal : 25 février 2025

Nombre de conseillers municipaux en exercice : 17

Nombre de conseillers municipaux présents : 14

Présents : Gérard TACHON, Marie-Andrée CHOPIN, Daniel JACQUET, Pascale MEUNIER, Jean-Noël FAVROT, Maurice CROSO, Roger CHOPIN, Bruno BERERD, Muriel SAUVERZAC, Karine LACROIX, Bénédicte MINET, Christèle DEL CAMPO, Ludiwine CARVAT, Michael SAINT-ANDRÉ, Christina POLIDORI

Absents excusés : Christian PETAT, Carole COSENZA, Bruno BERERD

Absents :

Procuration : Pascale MEUNIER, Christina POLIDORI, Daniel JACQUET

Nombre de votant : 17

Secrétaire de séance désignée en application de l'article L. 2121-15 du CGCT : Michael SAINT-ANDRÉ

M. le Maire déclare la séance ouverte à 19h14

À L'ORDRE DU JOUR

Le compte-rendu du conseil municipal du 28 janvier 2025 est approuvé à l'unanimité des présents.

I- DÉLIBÉRATIONS

1. N° 2025-06 : Choix d'une convention de participation pour le risque « santé » et pour le risque « prévoyance » et mandat au CDG 69 pour mener la procédure

Le Maire expose :

Les employeurs publics territoriaux doivent contribuer au financement des garanties d'assurance de protection sociale complémentaire auxquelles les agents qu'ils emploient souscrivent pour couvrir :

- Les risques santé : frais occasionnés par une maternité, une maladie ou un accident,
- Les risques prévoyance : incapacité de travail, invalidité, inaptitude ou décès.

Cette participation devient obligatoire pour :

- Les risques prévoyance à effet du 1^{er} janvier 2025 (montant minimal de 7€ brut mensuel par agent, selon l'article 2 du décret n°2022-581). Les garanties minimales éligibles à la participation de l'employeur sont l'incapacité de travail et l'invalidité pour 90% du salaire net,
- Les risques santé à effet du 1^{er} janvier 2026 (montant minimal de 15€ brut mensuel selon l'article 6 du décret n°2022-581). Les garanties minimales sont celles du « contrat responsable », complétées du « panier de soins ».

Cette participation peut être accordée soit au titre de contrats et règlements auxquels un label a été délivré, soit au titre d'une convention de participation. Cette convention est conclue, à l'issue d'une procédure d'appel à concurrence, avec un organisme d'assurance soit par l'employeur, soit par le centre de gestion du ressort de l'employeur.

Les choix opérés par la commune de LE PERRÉON devront intervenir après avis du comité technique paritaire ;

L'article L827-1 du code général de la fonction publique donne compétence aux centres de gestion pour conclure, pour le compte des collectivités territoriales et de leurs établissements publics et afin de couvrir leurs agents au titre des risques relevant de la protection sociale complémentaire, ces conventions de participation.

La conclusion d'une telle convention de participation doit intervenir à l'issue d'une procédure de mise en

concurrence transparente et non discriminatoire prévue par le décret n° 2011-1474 du 8 novembre 2011 ;
Les conventions actuelles de participation en santé et en prévoyance proposées par le cdg69 arrivent à échéance le 31 décembre 2025.

Le cdg69 mène de nouveau, pour le compte des collectivités qui le demandent, une telle procédure de mise en concurrence afin de choisir un ou des organisme(s) compétent(s) et conclure avec celui-ci (ou ceux-ci) une convention de participation sur le risque santé et une convention de participation sur le risque prévoyance à compter du 1^{er} janvier 2026 ;

A l'issue de cette procédure de consultation, la commune de LE PERRÉON conserve l'entière liberté d'adhérer à ces conventions de participation, en fonction des tarifs et garanties proposées et en fonction des risques couverts. L'adhésion à de tels contrats se fera par délibération et après signature d'une convention avec le cdg69.

Le Conseil Municipal, invité à se prononcer,
Où l'exposé de M. le Maire et sur sa proposition,

Après en avoir délibéré,

Vus les articles L 827-1 et suivants du code général de la fonction publique relatifs à la protection sociale complémentaire,

Vu le décret n° 2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents et les quatre arrêtés d'application du 8 novembre 2011,

Vu le décret n° 2022-581 du 20 avril 2022 relatif aux garanties de protection sociale complémentaire et à la participation obligatoire des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à leur financement,

Vu l'avis du comité social territorial du 17/02/2025 pris sur la base de l'article 4 du décret n° 2011-1474 précité,

Considérant l'intérêt pour les employeurs de choisir la convention de participation pour participer à la protection sociale complémentaire de leurs agents,

Considérant l'intérêt de confier la procédure de mise en concurrence et la conclusion de telles conventions au cdg69 afin de bénéficier notamment de l'effet de la mutualisation,

La commune de LE PERRÉON

Article 1 : souhaite s'engager dans une démarche visant à faire bénéficier ses agents d'une participation financière à leur protection sociale complémentaire :

- dans le cadre d'une convention de participation pour le risque « santé »
et
- dans le cadre d'une convention de participation pour le risque « prévoyance »

Article 2 : mandate le cdg69 afin de mener pour son compte la procédure de mise en concurrence nécessaire à la conclusion d'une convention de participation *pour le (ou les) risque(s) choisi(s)*.

Article 3 : s'engage à communiquer au cdg69 les caractéristiques quantitatives et qualitatives de la population active concernée et autorise le cdg69 à collecter directement auprès des caisses de retraite, pour son compte, les caractéristiques relatives à la population retraitée.

Article 4 : prend acte que son adhésion à cette convention de participation n'interviendra qu'à l'issue de la procédure menée par le cdg69, par délibération et après conclusion d'une convention d'adhésion avec le cdg69 et prend acte que la participation brute mensuelle par agent sera due à la date d'effet de la (ou les) convention(s) en respectant les minimums fixés par décret. La participation sera confirmée par délibération prise en application de l'article 18 du décret n° 2011-1474, soit au titre de la sélection de l'offre de l'organisme d'assurance.

2. N° 2025-07 : SYDER - APPROBATION DES CHARGES 2025

Au cours de cette réunion, Monsieur le Maire présente au Conseil Municipal l'état récapitulatif des charges dues au SYDER pour l'exercice 2024, qui se compose des éléments suivants :

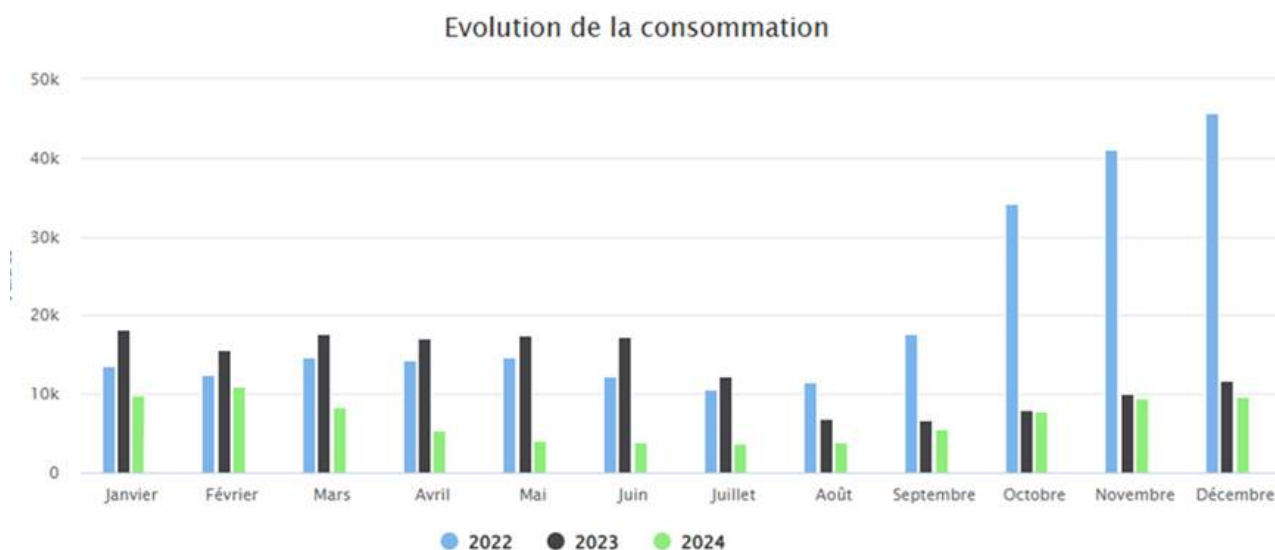
- La contribution administrative :	3 382,08 €
- Les charges liées aux travaux effectués :	25 049,18 €
- Les charges de maintenance de l'éclairage public :	23 804,76 €
TOTAL DES CHARGES DUES POUR 2024	52 236,02 €

Monsieur le Maire demande à son Conseil Municipal d'émettre un avis sur la répartition des charges ci-dessus avant de se prononcer prochainement sur le mode de financement de ces charges.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité des présents,

APPROUVE l'état récapitulatif des charges dues au SYDER pour l'exercice 2025.

Monsieur le Maire présente le graphique des consommations de l'éclairage public depuis les 3 dernières années. Une nette économie est constatée depuis l'extinction de l'éclairage public à compter du deuxième semestre 2023 :



3. N° 2025-08 : COMPTE FINANCIER UNIQUE (CFU) 2024

M. le Maire présente au Conseil Municipal le document budgétaire, résultat de l'année 2024.

Vu le code général des collectivités territoriales (CGCT) ;

Vu la délibération n°2023-22 du 3 octobre 2023 portant sur l'expérimentation du Compte Financier Unique (CFU) en lien avec la Direction Départementale des Finances Publiques (DDFIP) ;

Considérant que le CFU met en évidence des informations clés sur la situation financière de la collectivité, en particulier sur la présentation des résultats, du bilan et le compte de résultat synthétiques et des taux des contributions et produits afférents ;

Considérant que le CFU est une procédure entièrement dématérialisée, permettant la mise en place de contrôles automatisés entre les données de l'ordonnateur et celles du comptable, ce qui simplifie leurs travaux en amont de la production du CFU ;

Considérant les éléments susvisés ;

Considérant les éléments suivants présentés au Conseil Municipal par le Maire :

L'exécution du budget principal 2024 est arrêtée à la somme de 2 279 848,39€ en recettes et 1 038 311,64€ en dépenses.

Section	Titres émis en €	Mandats émis en €	Résultat de l'exercice 2024 en €
Fonctionnement	1 063 717,86 €	820 533,31 €	243 184,55 €
Investissement	1 216 130,53 €	217 778,33 €	998 352,20 €
TOTAL	2 279 848,39 €	1 038 311,64 €	1 241 536,75 €

Compte tenu des résultats antérieurs reportés :

Budget principal	résultat de clôture de l'exercice 2023	part affecté à l'investissement Exercice 2024	Résultat de l'exercice 2024	résultat de clôture de l'exercice 2024
Investissement	- 139 909,72 €		998 352,20 €	858 442,48 €
Fonctionnement	744 147,58 €	244 147,58 €	243 184,55 €	743 184,55 €
Total	604 237,86 €	244 147,58 €	1 241 536,75 €	1 601 627,03 €

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité des présents,

APPROUVE le CFU 2024, à l'unanimité des présents,

AUTORISE M. le Maire à prendre toutes mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération

4. N° 2025-09 : AFFECTATION DU RESULTAT DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE 2024

Le CONSEIL MUNICIPAL réuni sous la présidence de Gérard TACHON, Maire.

Après avoir examiné le compte financier unique, statuant sur l'affectation du résultat de fonctionnement de l'exercice,

Constatant que le compte financier unique fait apparaître :

- un excédent de fonctionnement de : 743 184.55 €
- un déficit de fonctionnement de : 0.00 €

DECIDE d'affecter le résultat de fonctionnement comme suit :

Résultat de fonctionnement

<u>A Résultat de l'exercice</u>	243 184.55 €
<u>B Résultats antérieurs reportés</u> ligne 002 du compte financier unique,	500 000.00 €
C Résultat à affecter = A+B (hors restes à réaliser)	743 184.55 €
<u>D Solde d'exécution d'investissement</u>	858 442.48 €
<u>E Solde des restes à réaliser d'investissement (1)(4)</u>	4 030.00 €
 F Besoin de financement	 0.00 €
 AFFECTATION = C=G+H	 743 184.55 €
1) G Affectation en réserves R 1068 en investissement G = au minimum, couverture du besoin de financement F	0.00 €
2) H Report en fonctionnement R 002 (2)	743 184.55 €
DEFICIT REPORTE D 002 (5)	0.00 €

5. N° 2025-10 : BUDGET PRIMITIF 2025 ET FONGIBILITÉ DES CRÉDITS

M. le Maire présente au Conseil Municipal le budget 2025.

Vu l'article L 5217-10-6 du code général des collectivités territoriales ;

Vu l'article R 2321-1 du code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération du conseil municipal n° 2022-43 du 13 décembre 2022 approuvant le passage à la nomenclature M57 à compter du 1^{er} janvier 2023 ;

Considérant la mise en place de la nomenclature M57 à compter du 1^{er} janvier 2023 ;

Considérant que le conseil peut déléguer au maire la possibilité de procéder à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre dans la limite de 7,5 % des dépenses réelles de chaque section, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel ;

Après avoir examiné le Compte Financier Unique, statuant sur l'affectation du résultat de fonctionnement de l'exercice 2024 ;

Après avoir délibéré à l'unanimité des présents, le Conseil Municipal décide :

1) D'APPROUVER le budget primitif 2025,

2) DE VOTER pour le présent budget :

- pour la section fonctionnement :

- par chapitre

- pour la section investissement :

- par chapitre pour les opérations non affectées et non individualisées,

- par opération pour les opérations Individualisées.

3) **D'AUTORISER** le Maire, pour l'exercice 2025, à procéder à des virements de crédits de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans la limite de :

- 7,5% des dépenses réelles de fonctionnement,
- 7,5% des dépenses réelles d'investissement.

4) **D'HABILITER** le Maire à prendre tous les actes nécessaires à la bonne exécution.

6. N° 2025-11 : PRET GRANDE SALLE - ECOLE PUBLIQUE DE SALLES ARBUISSONNAS EN BEAUJOLAIS

Au cours de cette réunion, Monsieur le Maire informe le conseil municipal que l'école de Salles Arbussonnas en Beaujolais demande régulièrement l'utilisation de la salle polyvalente une demi-journée par semaine en hiver pour pratiquer des activités sportives.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, autorise le prêt de la salle polyvalente moyennant une location s'élevant à la somme de 20,00 € par séance.

II- COMPTE-RENDU DES COMMISSIONS

1. Finances

Un compteur Linky a enfin pu être installé à l'école maternelle ce qui a mis en évidence un trop versé de 19 574,03€ remboursé par EDF.

La taxe d'aménagement 2024 qui sera encaissée en 2025 est estimée à 15 365 € par la Direction générale des finances publiques.

Le coût de l'instruction des dossiers d'urbanisme par la CAVBS en 2024 s'élève à 14 671,97€ = 1 permis d'aménager, 27 permis de construire, 4 déclarations préalables et 2 certificats d'urbanisme opérationnels.

Réunion de la CCID (Commission Communale des Impôts Directs) le 20 mars 2025. Cette réunion annuelle a pour objectif de reclasser les bâtis et non bâtis qui le nécessitent

2. Bâtiments, salle polyvalente, matériel

Salle polyvalente : un contrat d'entretien complet de la chaudière et des installations de chauffage sera signé pour un montant annuel de 3 792 €. L'entreprise de débouchage des WC a dû encore intervenir. L'appel d'offre pour le sol de la salle polyvalente a été classé sans suite, les élus ayant décidé d'opter pour une solution de rénovation pour un montant 77 488,80 €TTC qui comprend également le traçage des lignes de terrain, plutôt que la réfection complète estimée entre 150 000 et 200 000 € et qui nécessiterait de lancer un marché à procédure adaptée.

Le boîtier de régulation du chauffage va être remplacé.

La visite périodique de la sous-commission départementale de sécurité aura lieu le mardi 11 mars 2025.

WC public : la pose du carrelage a été finie le 3 mars 2025.

École maternelle : intervention de l'étanchéité pendant les vacances scolaires de février. Dans le cadre des travaux prévus à la garderie, les élus envisagent d'aménager également la pièce du fond pour agrandir l'espace d'aide aux devoirs.

Eglise : un devis de 36 800 €HT a été reçu pour les réparations de la toiture du clocher en ardoise. M. le Maire présente au conseillers les photos du clocher prises depuis un drone qui montrent bien la nécessité de procéder rapidement à la rénovation. Il faut envisager la réfection complète de la toiture. Le coût de tels travaux est estimé à plus de 200 000 €. Un appel d'offre va être lancé et une assistance à maîtrise d'ouvrage sera sollicitée. La commune fera appel à des aides et des dons pour le financement du projet.

Ancien presbytère : un courrier a été adressé à la paroisse pour discuter du devenir du bâtiment.

Une consommation anormalement élevée a été relevée au local chasse. M. le Maire a rencontré le président de l'association pour l'alerter.

3. Voirie, sentiers pédestres, cimetière

L'agent technique a refait le sentier piéton le long de la rue de Louveigné.

Une corvée de rebouchage des nids de poule sera faite prochainement.

Le SYTRAL va aménager un arrêt de bus vers le chemin du Vallon au Ringuet et remettre en état celui installé de l'autre côté de la départementale.

M. le Maire fait circuler les photos de l'état du pont de la Rivière. Les travaux de rénovations extrados et intrados sont nécessaires.

Le projet d'installation d'un feu récompense à l'entrée Est de la commune est suspendu. Un tel feu ne peut pas être installé dans un croisement.

4. Urbanisme

CUa, M. BURDA et Mme PETITBON, 440 route de la Creuse,

CUa, M. TRAVERS, lieux-dits « les Roches » et « Burdy »,

CUa, M. et Mme CHABANON, lieu-dit « Crêt Morion »,

DP, Mme BLANC, installation d'un toit une pente pour abri véhicule, 25 montée du Perrin,

PC, SCI Chante Perdrix, extension d'un bâtiment d'activité pour l'accueil de la clientèle et l'agrandissement des bureaux, 100 chemin de Chante Perdrix

L'enquêteur public pour le PLUiH sera présent en mairie le 6 mars à partir de 9h. 8 rendez-vous fixés.

M. TACHON et Mme CHOPIN sont allés chez le notaire le 27 février pour prolonger le délai de signature de la vente du terrain au Centre Bourg jusqu'au 31 juillet. Une prorogation d'un an devra être faite pour le permis d'aménager.

5. Employés communaux

La procédure de recrutement pour le remplacement de l'agent technique qui part à la retraite en fin d'année va être lancée très prochainement.

6. Vie scolaire et périscolaire

Beaucoup d'absences depuis le début d'année.

La directrice de l'école élémentaire a été arrêtée une semaine avant les vacances scolaires.

Le carnaval, le 21 février, s'est bien passé avec une démonstration de batucada par les élèves de l'école élémentaire.

Restaurant scolaire : les appareils de cuisson ont été réparés. Un devis est en attente pour l'achat d'un réfrigérateur.

7. CCAS - Panier des anciens

Vote du budget le 22 mars 2025.

Portage de repas : arrivée d'une nouvelle bénévole.

8. Vie associative

La commission se réunit le 1^{er} avril avec la commission « finances » pour répartir l'enveloppe des subventions accordées aux associations.

Les Amis du Perréon : forte participation au concours de belote le 2 mars : 114 doublettes.

Sous des écoles : loto le 15 mars

BCP : nouveau président de l'association : Bruno DUDU. 61 enfants à l'école cyclo dont seulement 3 de la commune. 19 encadrants.

Echo de la Vigne : l'association demande au Conseil Municipal sa participation pour servir le vin d'honneur prévu le dimanche midi lors du week-end du centenaire de la Fanfare fin juin.

Cadoles Perréonnaises : les activités du 1^{er} samedi du mois ont été relancées. Le 1^{er} mars une cadole a été nettoyée à Chenevert. Bonne participation. En attente des travaux d'entretien de la Madone. Réunion du calendrier des fêtes : le 20 mai à 20h

9. Information, communication

Lancement de la création du numéro de l'Echo des Cadoles d'avril. Réunion de la commission le 11 mars.

Refonte du site internet en cours avec Réseau des Communes.

10. Fleurissement, illuminations

Fleurissement : tailles des arbres en cours.

Illuminations : la commande des décorations LED a été faite.

11. Développement durable, patrimoine

Matinée Nettoyage de Printemps : samedi 29 mars. Une patrouille pourrait être créée pour faire un nettoyage plus poussé. M. FAVROT demande aux conseillers de relever les secteurs qui ont besoin d'une attention particulière.

Le balisage du sentier des Loges est à améliorer.

Une enquête a été réalisée par la CAVBS auprès d'une partie des habitants pour le compostage partagé. En attente du retour.

La commune projette de planter une haie autour de la Cadole à la Sablière. Cette initiative est encouragée par la CAVBS.

12. Médiathèque

Spectacle des Bambins Babillent le 11 mars. Mme DEL CAMPO trouve dommage que ce même spectacle ait été présenté à Salles-Arbuissonnas. Elle craint le manque de public constitué principalement des assistantes maternelles du secteur.

13. Aire de loisirs

Le contrôle des jeux à l'aire de loisirs a été effectué.

14. Syndicats

Agglo : Le budget a été voté en février : Investissement + fonctionnement = 114M€. Le Conseil Communautaire du 16 avril aura lieu à la salle polyvalente de Le Perréon.
Le SYTRAL Mobilité lance une enquête publique du 24 mars au 22 mai.

Syder :

La borne de recharge des véhicules électriques en face de Carrefour Contact a été mise en service le 3 mars.

SMB :

GEOPARC : assemblée générale le 13 mars

15. Divers

Dorénavant la gendarmerie n'aura plus de permanence en mairie. Toutefois, un numéro de téléphone est communiqué en mairie et sur les réseaux de communication (Panneau Pocket, Facebook, le site et le panneau lumineux) pour les personnes qui en ont besoin puissent prendre rendez-vous à leur domicile ou en mairie. Les agents seront en patrouille et à proximité.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 21h20

M. le Maire fixe la prochaine date de réunion du Conseil Municipal le 8 avril 2025 à 19h

Le Maire,
Gérard TACHON

Secrétaire de séance,
Michael SAINT-ANDRÉ